

Les dépenses de l'Etat gelées pour 3 ans

LEMONDE.FR Avec AFP | 06.05.10 |

Face au déficit public, l'Etat est bien décidé à se serrer la ceinture. C'est en substance ce qu'a annoncé François Fillon dans un communiqué à l'issue d'un séminaire gouvernemental consacré à la lutte contre le déficit public. *"Pour les trois années à venir, il a confirmé que les dépenses de l'Etat, hors charges d'intérêt de la dette et hors dépenses de pensions, seront gelées en valeur"*, indique le communiqué publié par Matignon.

Précédemment, les dépenses de l'Etat n'augmentaient pas plus que l'inflation (norme "zéro volume") chaque année. Le gel "en valeur", c'est-à-dire le gel strict des dépenses, à leur montant actuel signifie donc que désormais le "pouvoir d'achat" de l'Etat ne suit plus l'inflation. Il sera au contraire réduit d'autant que l'inflation augmente chaque année.

"Les dépenses de fonctionnement courant de l'Etat diminueront de 10 % en trois ans, avec une baisse de 5 % dès 2011. Un effort de productivité de même ampleur sera demandé aux opérateurs de l'Etat", ajoute-t-il. L'objectif réaffirmé est de ramener le déficit public à un taux inférieur à 3 % du PIB en 2013, conformément au plan de redressement transmis à Bruxelles. Pour cela, la politique de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux sera poursuivie dans la fonction publique. L'ensemble des dépenses d'intervention, qui regroupent essentiellement des aides économiques (à la construction de logements...), des aides à l'emploi (contrats aidés...) et des aides sociales (aide au logement, allocation adulte handicapé...), seront soumises à *"un réexamen"*, avertit aussi le premier ministre. François Fillon a rappelé par ailleurs la nécessité de réduire les niches fiscales et sociales, avec l'objectif d'adopter d'ici la fin de l'année un programme de 5 milliards d'euros d'économies sur deux ans.

"IL FAUDRA FAIRE DES ÉCONOMIES DANS TOUS LES SECTEURS"

Avant de se rendre au séminaire de préparation des budgets 2011 et 2012, Philippe Marini (UMP), rapporteur général de la commission des finances au Sénat, avait estimé qu'il *"faudra faire des économies dans tous les secteurs"* dans le prochain budget de la France. *"Chaque euro dépensé par l'Etat peut être remis en cause en fonction de son efficacité, a-t-il déclaré. [...] C'est un problème global et de confiance dans les finances publiques."*

"Le premier ministre prend ses responsabilités : à situation difficile, décisions difficiles", s'est-il félicité.

M. Fillon *"entend que les finances publiques doivent être rendues conformes à nos engagements européens, on ne peut pas dépenser l'argent qu'on n'a pas, continuer à s'endetter et risquer de perdre notre indépendance demain"*, a-t-il poursuivi. *"C'est un langage de responsabilité et s'il ne le faisait pas, ce serait beaucoup plus anxiogène"*, a-t-il encore dit.

Alors que la crise grecque menace de gagner les autres pays fragiles de l'Europe, Portugal et Espagne en tête, François Fillon *"a rappelé l'importance du prochain budget triennal pour assurer la crédibilité de notre stratégie de redressement des comptes publics"*, observée à la loupe par les agences de notation. Le chef du gouvernement adressera dans les prochains jours une lettre de cadrage à chaque ministre pour détailler les pistes évoquées jeudi lors du séminaire gouvernemental.



Fillon annonce «des décisions difficiles»

François Fillon a préparé mercredi les esprits à des *«décisions difficiles»* qui seront mises en oeuvre dans le budget 2011 pour conforter la situation économique et financière de la France et éviter un scénario à la grecque. Le Premier ministre a annoncé sur TF1 la tenue d'un séminaire gouvernemental jeudi pour préparer les budgets de 2011 et 2012.

A cette occasion, *«on va prendre des décisions qui seront des décisions difficiles»*, a-t-il averti.

Objectif: réduire le déficit aggravé par la crise économique, pour protéger «*la signature*» de la France auprès des agences de notation et lui éviter ainsi de connaître le même sort que l'Espagne, le Portugal et la Grèce, dont le gouvernement a adopté une politique de rigueur inédite déclenchant la colère de la population. «*La France est aujourd'hui avec l'Allemagne la meilleure signature en Europe. Nous devons tout faire pour conserver cette signature*», a martelé le chef du gouvernement.

A cette fin, il faut «*faire des réformes*» et «*ne pas rester immobile face à un monde qui est train de changer*», a-t-il plaidé. Il est ainsi impératif, a-t-il dit, de «*baisser la dépense*» publique -«*dont les dépenses sociales*»- qui est aujourd'hui «*trop élevée*», sans cependant détailler les mesures d'économie envisagées.

Il a aussi chiffré à cinq milliards d'euros le raboutage que le gouvernement entend réaliser sur les niches fiscales, qui coûtent chaque année 70 milliards à l'Etat.

Un recul de l'âge de la retraite n'est pas exclu

En revanche, sur le dossier sensible des retraites - dont le déficit qui ne cesse de se creuser contribue à l'endettement du pays - il n'a pas dit s'il entendait reporter l'âge légal de départ, aujourd'hui à 60 ans, sans toutefois nier qu'il s'agissait d'une option possible.

«*Tous les autres pays européens, tous les pays développés ont fait le choix d'augmenter la durée de cotisations ou de repousser l'âge légal de la retraite, c'est donc une solution que nous étudions parmi les autres*», a-t-il déclaré.

L'annonce d'une possible dégradation de la dette du Portugal et les violences meurtrières lors des manifestations en Grèce ont fait rechuter les Bourses européennes mercredi et plonger l'euro sous les 1,29 dollar, son plus bas niveau depuis mars 2009.

Mais cette «*attaque spéculative*» contre la monnaie européenne «*va échouer*», a assuré François Fillon parce que la zone euro est «*solide*» et que l'Europe a fait preuve d'«*une solidarité sans faille*» à l'égard d'Athènes.

AFP | 06.05.10 | 18:03

Les dépenses de l'Etat «gelées» en 2011, 2012 et 2013

François Fillon admettait, mercredi sur TF1, qu'il faudrait «*prendre des décisions difficiles*» dans le budget 2011. Chose faite. Le Premier ministre vient d'annoncer, dans un communiqué, que les dépenses de l'Etat seront «*gelées*» pendant les trois années à venir. Un choix arrêté lors d'un séminaire gouvernemental consacré à la lutte contre le déficit public que Fillon entend toujours ramener à moins de 3% en 2013.

Il s'agit des «*dépenses de l'Etat, hors charges d'intérêt de la dette et hors dépenses de pensions*», précise Matignon. Précédemment, les dépenses de l'Etat n'augmentaient pas plus que l'inflation (norme «*zéro volume*») chaque année. Le gel strict des dépenses à leur montant actuel signifie donc que désormais le «*pouvoir d'achat*» de l'Etat sera réduit d'autant que l'inflation chaque année.

Pour 2010, Fillon a demandé aux ministres «*de veiller à ce que la dépense soit strictement tenue au niveau prévu par la loi de finances votée par le Parlement*».

Ramener le déficit sous le taux de 3% du PIB

L'objectif réaffirmé est de ramener le déficit public à un taux inférieur à 3% du PIB en 2013 conformément au plan de redressement transmis à Bruxelles. Dans ce but, le Premier ministre confirme la poursuite de la politique de non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique de l'Etat. «*Les dépenses de fonctionnement courant de l'Etat diminueront de 10% en 3 ans, avec une baisse de 5% dès 2011*», annonce-t-il aussi et «*un effort de productivité de même ampleur sera demandé aux opérateurs de l'Etat*» qui regroupe des structures variées du service public comme Météo France ou le Centre des monuments nationaux.

Les dépenses d'intervention qui regroupent essentiellement des aides économiques (à la construction de logements...), des aides à l'emploi (contrats aidés,...) et des aides sociales (aide au logement, allocation adulte handicapé...) seront soumis à «*un réexamen*», avertit aussi le Premier ministre.

Niches: 5 milliards d'économies sur deux ans

Fillon a également confirmé «*la nécessité de réduire les niches fiscales et sociales*» et fixé comme objectif l'adoption «*d'ici la fin de l'année*» d'un programme de 5 milliards d'économies sur deux ans.

Il a demandé à ses ministres «*de formuler des propositions de budget compatibles avec ces objectifs*». Les ministres recevront leur lettre de cadrage budgétaire dans les «*prochains jours*» qui «*rappellera l'ensemble de ces exigences*». En pleine tempête économique et financière en Grèce qui menace de gagner les autres pays fragiles de l'Europe, Portugal et Espagne en tête, François Fillon «*a rappelé l'importance du prochain budget triennal pour assurer la crédibilité de notre stratégie de redressement des comptes publics*», observée à la loupe par les agences de notation. Le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, a affirmé, de son côté, que tous les Français seront «*touchés*» par cette politique drastique de lutte contre le déficit public tout en excluant «*une politique de rigueur*» avec une «*augmentation massive des impôts*» qui «*asphyxierait l'économie*».

Gel des dépenses de l'Etat et réduction des niches fiscales

Le gouvernement prépare les Français à trois années de réduction des déficits qui passeront par le gel en valeur des dépenses de l'Etat et une réduction de cinq milliards d'euros des niches fiscales et sociales.

Comme François Fillon, qui a souligné mercredi soir sur TF1 que "tout le monde" serait amené à faire des efforts, le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, a dit jeudi que "tous les Français" seraient touchés au nom de l'"exemplarité".

Pour le Parti socialiste, le Premier ministre "vient d'annoncer un plan de rigueur à demi-mot".

François Fillon a réuni la quasi-totalité de ses ministres à Matignon pour préparer le budget triennal 2011-2013 dont la règle d'or reste le retour à un déficit public inférieur à 3% du produit intérieur brut (PIB) en 2013, conformément au programme de stabilité présenté par la France à ses partenaires de la zone euro.

Les "mesures difficiles" annoncées mercredi par le chef du gouvernement ne sont pas encore détaillées, mais les niches fiscales et sociales sont choisies pour cibles symboliques.

ATTENTION AUX LOBBIES

La prévision de déficit public française pour 2010 est désormais de 8,0% du PIB. Le programme de stabilité transmis à Bruxelles prévoit ensuite 6,0% en 2011, 4,6% en 2012 et 3,0% en 2013, sous réserve d'une croissance de 2,5% à partir de 2011.

Le déficit budgétaire est prévu à 152 milliards d'euros en 2010, en incluant l'aide à la Grèce.

Les niches fiscales coûtent 37,49 milliards d'euros à l'Etat selon le projet de loi de finances de 2010.

Parmi elles figurent le crédit d'impôt recherche (4 milliards), le crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile (2,9 milliards), la TVA à 5,5% pour travaux dans une résidence principale (5,15 milliards) ou encore l'abattement de 10% sur le montant des pensions et des retraites (2,67 milliards).

Matignon a précisé dans un communiqué qu'un programme d'économies de cinq milliards d'euros sur deux ans serait adopté d'ici à la fin de l'année.

"Cela va faire l'objet d'un débat, d'une discussion entre le Premier ministre, le ministre du Budget, le ministre des Finances et la majorité parlementaire", a précisé Luc Chatel à des journalistes à l'issue du séminaire.

Le ministre du Budget, François Baroin, a mis en garde contre les spéculations. "Tout ce qui va sortir d'ici le mois de juillet sera l'objet de remontées de tel ou tel lobby", a-t-il dit.

Le quotidien économique Les Echos prête à Bercy l'intention de taxer les tickets restaurant (environ 2,4 milliards d'euros) et les chèques vacances (300 millions d'euros).

CURE D'AUSTÉRITÉ POUR L'ÉTAT

La cure d'austérité de l'Etat va se poursuivre par ailleurs.

"Pour les trois années à venir, les dépenses de l'Etat, hors charges d'intérêt de la dette et hors dépenses de pensions, seront gelées en valeur", précisent les services du Premier ministre dans un communiqué.

Les dépenses de fonctionnement courant de l'Etat diminueront de 10% en trois ans, avec une baisse de 5% dès 2011.

"Un effort de productivité de même ampleur sera demandé aux opérateurs de l'Etat", ajoute Matignon.

La politique de non remplacement d'un départ à la retraite sur deux sera poursuivie dans la fonction publique.

L'ensemble des dépenses d'intervention fera l'objet d'un réexamen.

Le chef du gouvernement adressera "dans les prochains jours" une lettre de cadrage à chaque ministre pour détailler ces pistes.

"Nous préférons à la rigueur (...) une politique budgétaire sérieuse", a expliqué Luc Chatel en évoquant non sans ambiguïté le refus gouvernemental d'une "augmentation massive" des impôts.

"Nous ne voulons pas d'une augmentation massive des impôts qui aurait pour effet immédiat d'asphyxier l'économie", a-t-il dit.

Prié de dire s'il fallait en déduire qu'une hausse relative des impôts était envisageable, François Baroin a été par la suite catégorique: "Non!"

Devant les sénateurs, le ministre du Budget a déclaré que "la rigueur, c'est l'augmentation des impôts".

"Il n'y aura pas d'augmentation des impôts. Nous avons l'un des niveaux les plus élevés en matière de prélèvements obligatoires et avec ce niveau-là il n'est pas question une seconde de (les) augmenter", a-t-il dit.

Sophie Louet, édité par Gilles Trequesser